

RENDU EXECUTOIRE LE

01 SEP. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Envoyé en préfecture le 31/08/2022

Reçu en préfecture le 31/08/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220831-22_A_DGA FMN_064-AR

ARRETE N° 2022-A-DGA FMN- 064
en date du **31 AOUT 2022**

portant déport
de Madame Aline FONTAINE,
Conseillère Départementale

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de la Commission Permanente du Conseil Départemental,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Madame Aline FONTAINE, en sa qualité de Conseillère Départementale, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'association CAP AU SUD,
- la société DEROUIN FONTAINE ASSURANCES (SARL),
- la société coopérative BIOCOOP.

ARTICLE 2 :

Lorsqu'une décision concernant les organismes mentionnés à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Madame Aline FONTAINE s'abstient d'exercer ses compétences ; elle ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

ARTICLE 4 :

Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et notifié à l'intéressée.

ARTICLE 5 :

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Fait à Poitiers, le **31 AOUT 2022**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON